

Lettre de rentrée



Plus l'Ecole est « managée », moins elle assume ses missions républicaines, démocratiques et sociales

Cette *Lettre de rentrée* n'a pas d'autre prétention, outre celle de vous souhaiter, en dépit des embûches qui surgiront inévitablement, une bonne année scolaire, que de faire le point sur les questions qu'au cours de cette même année, les Syndicats e.i.L. et particulièrement le SNCA e.i.L. Convergence auront à traiter avec vous tous.

Les déclarations officielles n'y changent rien : la rentrée 2015-2016 n'est pas satisfaisante et pose des problèmes qui pèseront sur toute l'année scolaire et au-delà.

Lourdeur des effectifs dans les établissements et dans les classes

- Les conséquences du *baby boom* du début de siècle n'ont pas été anticipées d'où des classes surchargées de la maternelle au lycée.
- Le déficit de recrutement lié au manque d'attractivité salariale des métiers de l'Education Nationale et au mépris pour eux qui s'ensuit, se creuse et débouche sur le recours aux emplois précaires.
- La réforme du collège, version NVB, est toujours contestée. Son application est prévue d'un bloc, dès la prochaine rentrée, de la 6^{ème} à la 3^{ème}, sans possibilité de retour à une autre conception du collège : du jamais vu et de l'autoritarisme d'Etat pur et dur.
- Les nouveaux rythmes scolaires maintenus ; cela ne donne pas plus d'école aux élèves, mais porte atteinte à l'obligation scolaire, à la gratuité et à la laïcité : les bases de l'Ecole de la République pourtant.
- L'Enseignement Moral et Civique (EMC) pour étayer la signature parentale de la *Charte de la Laïcité* héritée de PEILLON, est obligatoire dans toutes les classes sans que les enseignants en charge de le donner aient reçu la moindre formation : la compétence, chère au « management », disqualifie la qualification obtenue par une formation *ad hoc* et validée par une certification. L'improvisation et la com. tiennent lieu de cap politique et brouillent une fois de plus les missions de l'Ecole de la République.
- Décrochage : il n'est pas évident que la MLDS dont l'action est une priorité nationale trouve son compte dans une politique éducative à la fois brouillonne et obsédée par la contrainte budgétaire. Les jeunes décrocheurs et leurs enseignants dévoués en feront les frais.
- Peut-être faudra-t-il aussi aborder la question du scandale des transports scolaires.

Paupérisation des personnels de l'Education Nationale

Le projet de réforme de la Fonction Publique en cours de négociation avec des organisations syndicales souvent plus portées sur la cogestion que sur la défense des intérêts matériels et moraux des personnels, modifie la grille indiciaire vers le haut afin d'entériner l'allongement de la durée des carrières des fonctionnaires. Maintenant le gel du point d'indice, elle pénalise le pouvoir d'achat déjà bien ébréché des agents de l'Etat, en particulier celui des personnels enseignants et non-enseignants de l'Education Nationale.

Ce projet de réforme, derrière le blabla des grands principes républicains auxquels ne croient pourtant ni ses rédacteurs ni ses commanditaires, veut, sous prétexte de mobilité des agents, pratiquer un dégraissage des effectifs de la Fonction Publique, autre mammoth, sur le modèle de ce que permet dans le secteur privé, la GPRH, Gestion Prévisionnelle des Ressources Humaines, autrement dit la mise en place de « plans sociaux » camouflés. Dans notre futur immédiat, l'Etat doit tenir moins de place et

s'effacer devant les intérêts économiques privés. Moins d'Etat, cela signifie moins de FP et moins de services publics. Or la Fonction publique est la garantie de l'impartialité de l'Etat et de l'égalité avec laquelle il traite les citoyens. De même les services publics permettent une redistribution de la richesse nationale au bénéfice de tous. En l'occurrence, l'idéologie libérale ou capitaliste se fout des principes républicains qui sont au cœur des services publics et de la FP.

Cette gestion managériale et libérale est à l'œuvre déjà dans l'Education Nationale avec la suppression de certaines HSE et HSA remplacées par l'IMP (Indemnité pour Mission Particulière). Cette nouvelle forme de rémunération n'augmente pas l'ensemble du pouvoir d'achat des personnels mais établit entre eux des hiérarchies et des concurrences qui seront un ferment de discorde et une avantageuse façon de diviser les personnels. Dans l'attribution de ces IMP, la compétence (dans la servilité) sera bien sûr plus appréciée que la qualification ... comme c'est déjà le cas dans la fonction publique territoriale ...

Les personnels non-enseignants

Il y a dans tous les établissements scolaires du second degré une dichotomie entre la responsabilité de l'Etat pour une partie des personnels non enseignants (personnels de direction et de gestion) et celle des collectivités territoriales pour les ATT, ex-TOS.

Les agents techniques territoriaux sont en permanence pris entre le marteau et l'enclume : ils sont salariés d'un patron qui n'est pas sur place et dépendent d'un agent de l'Education Nationale qui est le chef de service leur donnant des ordres. Le statut des agents territoriaux met l'accent plus sur la compétence (appréciée à la tête du client) que sur la qualification qui ne garantit pas l'avancement ; cela favorise le clientélisme, une forme de la corruption de l'Etat, l'abaissement du niveau de formation, contraire au progrès social et la contractualisation des emplois par opposition à la titularisation sur poste.

Le chef de service des ATT est le Principal ou le Proviseur qui en général délèguent à leur gestionnaire cette tâche. Quand on sait combien les personnels administratifs sont utilisés par leur hiérarchie en dépit du bon sens et de leurs catégories, on conçoit que pour beaucoup de ces gestionnaires plus ou moins formés à des tâches souvent polyvalentes la situation est inconfortable. S'ils ne sont pas comme les ATT coincés entre le marteau et l'enclume, ils sont assis entre deux chaises. Pour les administratifs comme pour les ATT, le mépris de leurs hiérarchies est sans borne.

Il est probable que la décentralisation en cours qui va de pair avec la réforme régionale incitera les pouvoirs publics territoriaux à revendiquer leur mainmise sur d'autres personnels, y compris enseignants. Cela serait une atteinte supplémentaire à l'Unité Nationale à laquelle les citoyens sont attachés et qu'ils expriment de génération en génération par l'attachement à l'Ecole Publique qui structure cette unité par l'enseignement, l'éducation et la formation qu'elle dispense.

Les engagements des Syndicats e.i.L. et du SNCA e.i.L. Convergence.

Comme les années précédentes, il n'est pas question de renoncer au combat pour obtenir le désamiantage des établissements scolaires en conformité avec la loi et ses décrets d'application. Des milliers de personnes meurent chaque année pour cause d'amiante ; mais des responsables des collectivités territoriales et de l'Education Nationale s'entendent pour nier le danger et refuser d'engager les travaux (ex. le Conseil régional de Bourgogne et un proviseur de lycée dans l'Yonne).

Hostiles à la politique d'austérité qui fait régresser les acquis sociaux et engendrent la pauvreté d'un nombre croissant de travailleurs y compris dans la FP et l'Education Nationale, les Syndicats e.i.L. demandent un moratoire sur le remboursement de la dette publique jusqu'à ce qu'un audit indépendant détermine ce qui dans la dette est toxique et ce qui correspond à des dépenses d'intérêts général. Cela permettra de restructurer la dette. Et sera l'occasion pour l'Etat de réaffirmer sa souveraineté en matière financière et monétaire.

Le secrétariat national

*Capitalismus delendus est **

**Il faut détruire le capitalisme*